

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance.
Les médias occidentaux ont toujours accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources .

Journal des Palestiniens

N° 155 23-12 au 28-12

Par M.Lemaire

Ce journal est obtenu par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters ainsi que les sources d'informations de la résistance). ensuite patiemment fais les recoupements...

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants

Vous retrouverez ce journal

a) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :
http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

ainsi que

b) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :
<http://www.palestinefr.net/jop.php>

c) Le "Journal des Palestiniens " est également visible dès maintenant sur le site <http://www.aredam.net>

Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse :
fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (a mes yeux) :

Editorial

Bonjour,

Lors des célébrations de Noël à Bethléem, le patriarche Michel Sabbah, a souligné que le mur de la honte israélien avait transformé la ville cisjordanienne en une prison.

M. Sabbah a appelé au démantèlement de ce mur, en ajoutant que «des ponts de la paix et de l'amour" devraient être construits à sa place.

"Il faut supprimer les murs et ériger à leur place des ponts de paix et d'amour", a proclamé Mgr Sabbah, peu avant de célébrer l'office marqué par la présence de Mahmoud Abbas.

Dans son prêche, le patriarche a réclamé justice pour les Palestiniens, appelant les israéliens à être "des constructeurs de la vie, non de la mort".

"La sécurité pour les Israéliens veut dire liberté et souveraineté pour les Palestiniens", a-t-il souligné, avertissant Israël que "les demi-mesures, demi liberté, ou demi souveraineté, ne nous mèneront nulle part.

Et pendant ce temps là...

"Mettre en place une soi-disant zone tampon revient à réoccuper Gaza", dit Saëb Erekat, le principal négociateur palestinien.

Car ce même soir du 24 décembre 2005 Sharon donne son feu vert à la création d'une "zone de sécurité" dans le nord de la bande de Gaza. Zone interdite large de 1,5 miles (en finale 5km) et s'étendra tout au long des frontières nord et orientales de la bande de Gaza.

L'armée israélienne dispose des moyens de contrôler efficacement ce qui se passe grâce à des "moyens aériens, terrestres et maritimes". Elle peut également frapper "partout où elle le veut", indique la radio israélienne ...

Et cela s'enchaîne....

Le ministre israélien de la guerre Mofaz ordonne à ses troupes de continuer à bombarder les régions densément peuplées de la bande de Gaza et de créer une zone où "la circulation de Palestiniens est désormais limitée (...)"

Yuval Steinitz, (président de la Knesset) appelle à effectuer une attaque massive contre la bande de Gaza une action similaire à l'opération de bouclier défensif en Cisjordanie de 2003, durant laquelle les forces de l'occupation "israélienne" avaient commis d'atroces carnages contre les résidents palestiniens.

L'appel de Steinitz a été imité par le ministre "israélien" de l'industrie, Meir Shitrit, et le ministre de la sécurité, Gideon Ezra, qui ont dit que l'armée "israélienne" devait bombarder la Bande afin de pousser les civils palestiniens dans le désert égyptien du Sinaï".

L'on peut dire sans se tromper que la "zone de non-droit" s'étalera des frontières nord et est de la Bande de Gaza, et dépasser de loin les anciennes colonies israéliennes.

Le 25-12, en préparation à la réoccupation, l'armée coloniale détruit routes et autres installations utilisées par les résistants palestiniens et le 26-12 l'armée israélienne reçoit le feu vert, **tandis que** Mofaz dit qu'il a besoin de **125 millions N.I.S** pour continuer ce qu'il appelle le "plan pour protéger les implantations de la frontière de Gaza", précisant que le gouvernement israélien a approuvé **210 millions de N.I.S pour ce plan il y a plusieurs mois**, et a dépensé jusqu'à maintenant **85 millions de N.I.S**.

Mofaz n'exclu pas, pour l'heure, l'éventualité d'une opération militaire terrestre....

Tout ceci malgré que Nabil Abou Roudeina appelle les USA à "agir rapidement pour mettre fin à l'escalade israélienne et faire annuler la décision israélienne d'établir une zone tampon.

La réaction est faible seulement 3 groupes de résistants (Les Comités de résistance populaire, les brigades Saraya al- Qods (branche armée du Jihad islamique), et les brigades des Martyrs d'al-Aqsa (branche armée du Fatah), ont fait voeu de faire des attaques conjointes contre Israël dans les prochains jours, en réponse à l'établissement par Israël d'une "zone de sécurité" au nord de Gaza. .

"Toute agression contre notre peuple aura des représailles violentes", indique le communiqué.

Fin du chapitre...

Pour bien démontrer l'impunité dont joui Israël on annonce :

Construction prochaine d'au moins 1.131 unités de logement et **des dizaines (comprenez centaines) de jeunes colons ont commencé la construction de 15 nouveaux avant-postes en plusieurs régions de la Cisjordanie pour démontrer leur volonté de défendre la colonisation de la palestine.**

Datya Yitzhaki, la porte-parole de l'organisation de colons 'La terre des fidèles d'Israël' déclare : "Nous comptons les étendre. Nous allons construire là où ils ont détruit et montrer que la colonisation va recommencer"...

Pour conclure ce long édit sachez qu' Israël "entend faire de l'annexion de Jérusalem un fait accompli" en violation de la "feuille de route" et du droit international, selon un rapport que [l'Union européenne](#) n'a pas officiellement publié.

Et que [l'Assemblée Générale de l'ONU](#) a adopté une résolution qui demande à Israël, puissance occupante, de ne pas exploiter, altérer, détruire, épuiser ou mettre en péril les ressources naturelles du territoire palestinien occupé, y compris [Al Qods-Est](#), et du [Golan](#) syrien occupé.

Cette résolution a été adoptée par 156 voix pour 6 contre : (Australie, Etats fédérés de Micronésie, **Etats-Unis**, îles Marshall, Israël et Palaos)

8 abstentions : (Albanie, Cameroun, Côte d'Ivoire, El Salvador, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République dominicaine et Tuvalu).

Pour terminer nous aimerions que vous lisiez dans 9-1 : **Détenus et Libérés** : La publication du rapport mensuel.

Bonne lecture

Cathy & marc

Sommaire :

1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)
2 Politique Israélienne
3 Politique internationale des territoires occupés
4 La Palestine en chiffre & au jour le jour
Détails par région :
Décompte des pertes humaines
7 Dossier
7-1 Point de vue de Robert Thompson : Que nous apportera 2006 ?
7-2 : Point de vue de Oren Yiftachel : **La colonisation comme réflexe**
7-3 Point de vue de Mohamed Larbi Bougerra : L'eau et la terre vont de paire.
8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net
8-1 [Gerard](#) : Le Parti travailliste propose un modèle à la Hong Kong pour certaines colonies
8-2 [koussa](#) : Le rapport que l'UE veut cacher
9 Annexe
9-1 **Détenus et Libérés** : Publication du rapport mensuel
9-2 Point de vue de [Rolland.Rich](#) "Ce qui fait le plus mal, **c'est l'indifférence internationale !**"

1 Politique Palestinienne

24-12

Lors des célébrations de Noël à Bethléem, Michel Sabbah, a souligné que le mur de la honte israélien avait transformé la ville cisjordanienne en une prison

M. Sabbah a appelé au démantèlement de ce mur, en ajoutant que «des ponts de la paix et de l'amour" devraient être construits à sa place, a rapporté Radio Israël

"Il faut supprimer les murs et ériger à leur place des ponts de paix et d'amour", a proclamé Mgr Sabbah, peu avant de célébrer l'office marqué par la présence de Mahmoud Abbas.

Dans son prêche, le patriarche a réclamé justice pour les Palestiniens, appelant les israéliens à être "des constructeurs de la vie, non de la mort".

"La sécurité pour les Israéliens veut dire liberté et souveraineté pour les Palestiniens", a-t-il souligné, avertissant Israël que "les demi-mesures, demi liberté, ou demi souveraineté, ne nous mèneront nulle part.

(XINHUANET)

Rappel : Yasser Arafat décédé en novembre 2004, avait été empêché par Israël d'assister à cette messe depuis 2001.

(XINHUANET)

1-1 Processus de paix :

Selon l'AP :

Israël reproche au président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas de trop céder aux pressions des résistants. Le dirigeant palestinien, après avoir obtenu un cessez-le-feu en mars dernier, a en effet choisi la persuasion vis-à-vis d'eux, craignant que l'emploi de force contre eux ne débouche sur une guerre civile

AP

nc/v/st

Sûr de l'impunité, Israël est de plus en PLUS AGRESSIF" : Raids dans la bande de Gaza

Zone-tampon entre Israël et la bande de Gaza, et évacuation des positions tenue par la police palestinienne :

L'Autorité palestinienne a dénoncé ces raids.

25-12

"Mettre en place une soi-disant zone-tampon revient à réoccuper Gaza", a dit Saëb Erekat, le principal négociateur palestinien.

25-12

Le porte-parole de l'Autorité palestinienne Nabil Abou Roudeina, a affirmé "Ces attaques compromettaient tout maintien de la trêve informelle observée par les mouvements de résistance depuis le début de l'année. "La poursuite de l'agression et des raids israéliens menace de saboter les efforts déployés par l'Autorité palestinienne pour consolider la trêve"

Afp- & reuters

25-12

Le Jihad islamique a annoncé. "La création d'une zone de sécurité dans le nord de la bande de Gaza prouve un échec des Sionistes d'empêcher le lancement de roquettes».

La semaine dernière, une roquette artisanale tirée depuis le nord de la bande de Gaza est tombée non loin de la principale centrale électrique israélienne qui alimente d'électricité à plus de la moitié d'Israël.

27-12

Le Djihad islamique a rejeté l'appel du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas à cesser les attaques à la roquette contre Israël.

"La trêve est en vigueur mais il y a des violations israéliennes", a déclaré Khaled Batch, porte-parole du Djihad islamique. "Poursuivre la résistance est ce qu'il y a de mieux pour le peuple palestinien".

AP

cb/v562

27-12

Nabil Abou Roudeina appelé les [Etats-Unis](#) à "agir rapidement pour mettre fin à l'escalade israélienne et faire annuler la décision israélienne d'établir une zone tampon", dans le nord de la bande de Gaza

Les autorités palestiniennes, ont ordonné aux policiers de rester a leur positions dans la bande de gaza

Afp- & reuters

1-2 Les grandes manoeuvres

26-12

Trois groupes de résistants (Les Comités de résistance populaire, les brigades Saraya al- Qods (branche armée du Jihad lislamique), et les brigades des Martyrs d'al-Aqsa (branche armée du Fatah), ont fait voeu de faire des attaques conjointes contre Israël dans les prochains jours, en réponse à l'établissement par Israël d'une "zone de sécurité" au nord de Gaza. .

"Toute agression contre notre peuple aura des représailles violentes", indique le communiqué

(XINHUANET)

1-3 Sur le terrain

27-12

A Gaza-ville, un échange de tirs à éclaté entre des gardes du siège du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et des membres des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa réclamant leurs soldes, selon des témoins.

IPC

27-12

Selon Reuters, soixante membres des Brigades des martyrs d'al Aksa, ont pris le contrôle, pendant plusieurs heures, de trois bâtiments officiels dans la bande de Gaza en réclamant des emplois.

Le porte-parole Abou Houssam, a déclaré que l'Autorité palestinienne n'avait pas honoré sa promesse de les embaucher.

(Reuters)

27-12

Les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa entendent être enrôlés dans ses services de sécurité, ont expliqué les sources officielles du mouvement.

IPC

1-4 Gouvernement cherche coalition désespérement

Elections législatives

23-12

Ahmed Koreï a annoncé qu'il souhaitait reprendre son poste de Premier ministre, dix jours après avoir démissionner pour pouvoir se présenter aux élections législatives du 25 janvier.

On ignore dans l'immédiat si Abbas a accepté de réinvestir Koreï à la tête du gouvernement.

Rappel : Abbas n'avait désigné aucun Premier ministre par intérim après la démission de Koreï, le 15 décembre dernier.

25-12.

Le premier ministre Ahmed Qoreï a affirmé qu'il ne participera pas aux élections législatives de 25 Janvier prochain si les jérusalémites ne pourraient pas y participer.

Il faisait allusion à l'intention des autorités israéliennes d'empêcher les 200.000 Palestiniens de Jérusalem-est annexée de voter dans la ville ..

Il a ajouté que des élections auxquelles les Palestiniens de Jérusalem ne pourraient pas participer n'auraient "aucune valeur".

Il a également estimé que le scrutin devrait être reporté. "C'est un problème essentiel. Nous ne devons pas organiser d'élections sans Jérusalem", a-t-il déclaré lors de la conférence de presse.

SOURCE : IPC+agences

25-12

Ahmed Koreï a annoncé qu'il souhaitait reprendre son poste de Premier ministre,

A Noter : Nommé à la tête du gouvernement en 2003 par Yasser Arafat, Koreï est considéré comme un acteur essentiel des négociations d'Oslo avec Israël, qui ont abouti à l'accord

intérimaire de 1993,

Koreï jouit d'une réputation de politicien habile, dont il a joué lorsqu'il était président du Conseil législatif palestinien.

(Reuters)

25-12

Le mouvement de la résistance " Hamas " s'en est tenu à sa position refusant de retarder la date fixée des élections législatives.

Les dirigeants du mouvement de Hamas ont demandé, au président Mahmoud Abbas de ne pas se soumettre aux pressions d'Israël et des Etats-Unis pour obliger Hamas de retirer des élections.

Moshir Al Masri, porte paroles de Hamas, " Nous sommes venus ici pour dire à l'administration américaine, à Bush et à tout qui considèrent que Hamas comme un organisation terroriste, que Hamas est devenu la choix du peuple palestinien entier ".

SOURCE : IPC+agences

26-12

Le Premier ministre Qoreï a affirmé que les élections législatives seraient tenues à la date fixée uniquement si des conditions assurant leur réussite sont réunies",

"Nous sommes attachés à la tenue des élections le 25 janvier, mais si toutes les conditions ne sont pas remplies, nous n'aurons pas honte à annoncer que nous ne les tiendrons pas."

Il a notamment assuré que parmi ces conditions était la participation des Palestiniens d'El-Qods " Jérusalem " au scrutin et l'amélioration de la situation sécuritaire dans les territoires palestiniens.

Mentionnant qu' "Israël doit cesser les incursions, les assassinats et tout ce qui peut entraver les élections".

25-12

Le vice-Premier ministre Nabil Chaath, qui est également vétéran du mouvement du Fatah, a affirmé dimanche que les efforts destinés à former une liste unifiée du Fatah sont entrés dans son étape finale en vue des législatives prévues pour le 25 janvier 2006.

"Nous sommes à la dernière étape de former une liste unifiée qui pourrait être présentée sous peu à la Commission centrale électorale", s'est ainsi exprimé M. Chaath devant des journalistes à Gaza.

(XINHUANET)

26-12

Un tribunal spécial présidé par Fathi Abou Srouf, a rendu un arrêt ordonnant à la Commission électorale centrale (CEC) de rouvrir exceptionnellement "pour six heures" le dépôt de candidatures, ce qui permettra au Fatah de fusionner ses deux listes déjà inscrites auprès de la CEC.

En vertu de ce compromis, les ministres et les députés sortants du Fatah ainsi que les membres du Comité central disputeront le scrutin chacun comme candidat dans sa propre circonscription et ne figureront pas sur la liste présentée par le mouvement au niveau national.

Rappel : La première liste a été composée par la direction du mouvement et la seconde "l'Avenir", par des jeunes cadres partisans de changements.

nb : Le dépôt des candidatures avaient été officiellement clos le 14 décembre.

Bon a savoir : Le parlement palestinien issu des législatives de 25 janvier comptera 134

députés dont la moitié seront élus sur des listes qui se présenteront au niveau national et l'autre moitié par circonscriptions.

(AFP)

26-12

(Selon un sondage, le Hamas recueillait 31% des intentions de vote,

AP

26-12

Selon le vice-Premier ministre palestinien Nabil Chaath, des pressions occidentales sont à l'origine du revirement israélien sur la question du vote des Arabes de Jérusalem-Est.

AP

27-12

13 groupes du Comité supérieur des forces islamiques et nationales sont convenus mardi soir que les élections législatives se tiendraient comme prévu le 25 janvier

(AFP)

28-12

Le Comité **Exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine** a discuté des derniers préparatifs pour tenir les élections le mois prochain à la date fixée et des menaces israéliennes pour entraver le scrutin dans la ville de Jérusalem.

Le Comité a appelé la Communauté Internationale à envoyer des observateurs internationaux pour assurer le processus démocratique des élections.

Il a également évalué les efforts déployés par la Commission Centrale palestinienne d'élections dans le processus électoral en condamnant la décision israélienne de créer "une zone interdite sécuritaire " au nord de la bande de Gaza, disant qu'un tel plan influencerait négativement les efforts déployés de maintenir le calme entre les deux côtés.

Liste de candidats

28-12

Les Brigades des martyrs d'al Aksa exigent que soit modifiée la dernière mouture de la liste de candidats qu'il doit être déposé ce mercredi en vue du scrutin,

Nb : dans la fusillade qui a suivi, un policier palestinien a été blessé.

Les Brigades des martyrs d'al Aksa ont également contraint deux bureaux de la commission électorale à fermer leurs portes dans la bande de Gaza

Rappel : A la demande du Fatah, les bureaux de la commission électorale devaient ouvrir pendant plusieurs heures mercredi afin qu'Abbas dépose une nouvelle liste de candidats, issue de la fusion de deux listes Fatah.

Mais les activistes des Brigades affirment ne pas être bien représentés sur cette nouvelle liste, dont la composition n'est pas encore arrêtée.

"Notre voix n'a pas été entendue", a déclaré Abou Zakariya, chef des Brigades à Khan Younés.

Les activistes ont demandé la tenue de nouvelles élections primaires pour désigner les candidats du Fatah et, au besoin, un report du scrutin.

rappel :

Des membres du Fatah ont pris brièvement le contrôle mardi de bâtiments abritant des locaux de la commission électorale en [Cisjordanie](#).

(Reuters)

1-7 Action & déclaration contre la politique colonialiste israélienne (Colonisation & colonies)

Escalade militaire israélienne & Réoccupation de la bande de Gaza

26-12

L'Autorité nationale palestinienne (ANP) et l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) ont condamné la décision israélienne de réoccuper la bande Gaza

M. Nabil Abou Roudaina, porte-parole de la présidence craint que la paix et la sécurité ne puissent pas être accomplies en imposant de telles actes
Le porte-parole a invité l'Administration américaine à presser sur l'Israël pour arrêter l'exécution d'une décision si dangereuse.

26-12

Ahmed Qoreï a " catégoriquement rejeté " hier la création, évoquée par Israël, d'une zone de sécurité interdite aux Palestiniens dans le nord de la bande de Gaza.

Qoreï a dénoncé les mesures israéliennes, les décrivant " des actes délibérés " pour retarder le processus électoral.

" Il s'agit d'une décision très grave du gouvernement israélien et nous mettons en garde contre ses conséquences", a-t-il déclaré à l'ouverture de la réunion à Ramallah.

SOURCE : IPC+agences

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12660

28-12

Le ministère des Affaires intérieures a condamné l'escalade militaire israélienne sur la bande de Gaza.

Dans un communiqué de presse, le ministère a dit que cette escalade n'apporterait que la violence et ne servirait pas le processus de paix en affirmant que cela violait toutes les conventions et les accords internationaux ...

SOURCE : IPC+agences

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12687

28-12

Dr, Mouaouya Hassanine, directeur de l'Ambulance et d'urgence dit que le

ministère a ordonné tous les hôpitaux de prendre les précautions nécessaires pour pouvoir traiter toutes urgences.

Il a ajouté que les forces israéliennes continuaient les bombardements et raids aériens sur les villes de la bande de Gaza

SOURCE : IPC+agences

Construction prochaine d'au moins 1.131 unités de logement
27-12

Saëb Erekat, principal négociateur palestinien, a condamné ces nouvelles constructions et exhorté Washington à intervenir

" Ils suspendent le processus de paix et ils suspendent les négociations et ils suspendent les contacts mais ils continuent la construction coloniale " a déclaré Erakat.

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12664

27-12

Nabil Abou Rdainah, le porte-parole du président Mahmoud Abbas, a déclaré que la colonisation nuisait aux efforts gouvernementaux palestiniens visant à maintenir le calme.

Il a exhorté une nouvelle fois Israël à mettre un terme à la colonisation et à détruire les implantations existantes.

SOURCE : IPC+agences

1-8 Politique extérieure & économique

25-12

Plus de 8.000 ouvriers travaillent dans des serres, viennent d'achever leur première récolte sous contrôle palestinien

Les Palestiniens espèrent exporter quelque 170 tonnes de tomates cerise, de concombres, de poivrons et de fraises dont 80% sont destinés à Israël et le reste destiné à l'Europe.

AP

ma/v169

26-12

Les serres abandonnées par les colons lors du retrait israélien, en septembre, occupent une place centrale dans les projets de relance de l'économie palestinienne.

Dénonçant le plan de l'Autorité autonome, qui souhaite diminuer de moitié le nombre de jours de travail dans l'ancienne colonie de Netzer Hazani, les salariés ont coupé son approvisionnement en eau.

"Nous l'avons fait en signe de protestation, une protestation pacifique, mais les gardes ont ouvert le feu", a déclaré l'un des cultivateurs, qui perçoivent 60 shekels par jour, soit 11 euros, par jour de travail.

La Compagnie palestinienne de développement économique a annoncé l'ouverture d'une enquête.

"Nous regrettons ce qui s'est produit, mais chacun de nous se doit d'empêcher quiconque de saboter un projet national", a souligné Amid al Masri, directeur exécutif du programme, selon lequel les manifestants se sont attaqués à un ingénieur et emparés d'un véhicule.

Plus de 3.000 personnes travaillent actuellement dans l'implantation pour un salaire supérieur à celui pratiqué d'ordinaire dans les colonies et il n'est plus nécessaire de recourir à l'ensemble de cette main d'oeuvre à temps complet maintenant que les serres sont en état de marche, a-t-il poursuivi.

(Reuters)

1-9 Diplomatie

28-12

Le Comité Exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine a appelé le Quartet et la Communauté Internationale à faire pression sur Israël pour faire respecter et appliquer ses engagements afin de tenir les élections parlementaires palestiniennes ...

28-12

Le Comité et le président Abbas ont également lancé un appel au gouvernement israélien pour arrêter l'expansion coloniale en Cisjordanie, telles que des violations contre des résolutions internationales de l'ONU.

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12683

1-11 Enlèvements

28-12

Trois ressortissants britanniques ont été brièvement enlevés alors qu'ils étaient entrés dans la Bande de Gaza depuis l'Egypte en empruntant le point de passage de Rafah, ont rapporté mercredi des témoins et des responsables des services de sécurité [palestiniens](#).

AP

cr/v

2 Politique Israélienne

2-1 Processus de paix

24-12

Sharon a exprimé son souhait de voir la nouvelle année apporter la paix et la sécurité en Israël et aux Palestiniens.

"Nous tous en avons besoin et je ferai de mon mieux pour réaliser" la paix, a affirmé M. Sharon dans une déclaration publiée par son bureau le soir de Noël.

(XINHUANET)

2-2 Des Canons ... pas du beurre

23-12

Le vice-ministre de la Défense Zeev Boim a reconnu que les roquettes « Qassam » d'une portée de dix kilomètres seulement, ne constituaient pas une menace stratégique pour Israël.

Il a précisé que l'Etat hébreu intensifiait progressivement sa réaction aux tirs de roquettes palestiniennes.

Réoccupation de la bande de Gaza

24-12

Sharon a donné son feu vert à la création d'une " zone de sécurité" dans le nord de la bande de Gaza a indiqué la radio israélienne.

Les sources israéliennes ont indiqué que la zone interdite serait de large de 1,5 milles et s'étendra tout au long des frontières nord et orientaux de la bande de Gaza.

M. Sharon a approuvé les plans de l'armée en vue de la création d'un no man's land dans le nord de la bande de Gaza.

L'armée israélienne attend désormais l'amélioration des conditions météorologiques pour mettre en oeuvre ce plan et empêcher les Palestiniens de pénétrer dans ce secteur, a ajouté la radio.

L'armée israélienne dispose des moyens de contrôler efficacement ce qui se passe grâce à des "moyens aériens, terrestres et maritimes". Elle peut également frapper "partout où elle le veut", a également indiqué la radio.

(XINHUANET)

24-12

Le ministre "israélien" de la guerre Shaul Mofaz a donné des ordres à ses troupes de continuer à bombarder les régions densément peuplés dans la bande de Gaza, afin d'arrêter les tirs de roquettes palestiniennes de la Bande à l'intérieur de la ligne verte (territoires occupés depuis 1948),

Mofaz a ajouté que les troupes "israéliennes" effectueraient également des opérations militaires, dont des assassinats de combattants de la résistance palestinienne, et qu'elles exerceraient des mesures strictes sur le mouvement des civils palestiniens.

http://www.palestine-info.cc/french/article_6838.shtml

24-12

Pendant ce temps... le président du comité de la sécurité et des affaires étrangères de la Knesset, Yuval Steinitz, a appelé à effectuer une attaque massive contre la bande de Gaza similaire à l'opération de bouclier défensif en Cisjordanie de 2003, durant laquelle les forces de l'occupation "israélienne" avaient commis d'atroces carnages contre les résidents palestiniens.

http://www.palestine-info.cc/french/article_6838.shtml

24-12

L'appel de Steinitz a été imité par le ministre "israélien" de l'industrie, Meir Shitrit, et le ministre de la sécurité, Gideon Ezra, qui ont dit que l'armée "israélienne" devait bombarder la Bande afin de pousser les civils palestiniens dans le désert égyptien du Sinaï"

http://www.palestine-info.cc/french/article_6838.shtml

24-12

(AP)

L'armée israélienne va imposer un "siège aérien" sur certains secteurs de la Bande de Gaza, tirant contre quiconque s'aventurera dans les zones interdites situées près de la frontière, dans le cadre d'une nouvelle campagne de représailles contre les résistants palestiniens.

24-12

La "zone de non-droit" sera d'environ 5km de profondeur le long des frontières nord et est de la Bande de Gaza, selon des responsables de la défense israélienne. Tsahal va présenter une carte des secteurs concernés à la police palestinienne et larguer des tracts explicatifs sur Gaza pour s'assurer que les forces de sécurité ou les citoyens ne pénètrent pas dans ces zones.

Zeev Boim a précisé que les troupes israéliennes ne feront pas d'incursion dans Gaza. Les représailles se feront via des frappes aériennes ou maritimes. En derniers recours, l'Etat hébreu pourrait être contraint d'utiliser l'artillerie dans les zones peuplées, après avoir donné 12 heures aux habitants pour quitter le secteur.

APir/v339

25-12

Le ministre de la Défense, Shaoul Mofaz, a ordonné d'appliquer à partir de lundi soir la décision établie unilatéralement par les sionistes de créer une zone où "la circulation de Palestiniens est désormais limitée (...)" dans le nord de la bande de Gaza.

A compter de son entrée en application, toute personne entrant dans ce nouveau "no man's land" se verra tirer dessus.

"Nous devons dire aux résidents de Beit Hanoun, Beit Lahia et des faubourgs de Jabaliya (Ndrl: nord de la bande de Gaza): vous avez douze heures pour évacuer certains secteurs avant qu'ils ne soient bombardés par notre artillerie" a-t-il déclaré à la radio militaire

Ce " no man's land " s'étendra dépassera les anciennes colonies israéliennes

25-12

Israël n'a pas exclu une opération terrestre à Gaza, mais ne semble pas privilégier cette hypothèse. Selon des responsables israéliens des services de sécurité, s'exprimant aussi sous couvert de l'anonymat, les militaires préfèrent utiliser des hélicoptères et avions sans pilote (drones) -ce que n'ont pas permis ces derniers jours les mauvaises conditions météorologiques.

Le ministre de la Défense Shaul Mofaz a annoncé la poursuite des opérations ciblées contre les résistants.

(AP)

25-12

Nb : En préparation à la réoccupation, l'armée coloniale a détruit routes et autres installations utilisées par les résistants palestiniens pour accéder aux zones depuis lesquelles ils peuvent atteindre les localités israéliennes

26-12

L'armée israélienne a reçu le feu vert pour faire respecter une zone-tampon entre Israël et la bande de Gaza, et a ordonné à la police palestinienne à évacuer ses positions dans ce secteur.. "

La télévision publique a, précisé que tout Palestinien qui pénétrera dans cette zone "le fera au péril de sa vie". Elle a précisé que l'armée allait faire un usage accru d'hélicoptères contre les Palestiniens ainsi que la continuation des opérations "d'éliminations (assassinats) ciblées" visant notamment les résistants membre du Jihad islamique,

En préparation, l'armée a cependant détruit routes et autres installations utilisées par les militants palestiniens pour accéder aux zones depuis lesquelles ils peuvent atteindre les localités israéliennes.

26-12

Le ministre de la Défense Mofaz a dit dans la réunion israélienne hebdomadaire du cabinet qu'il avait besoin de **125 millions N.I.S** pour continuer ce qu'il appelé le "plan pour protéger les implantations de la frontière de Gaza", précisant que le gouvernement israélien a approuvé **210 millions de N.I.S pour ce plan il y a plusieurs mois**, et a dépensé jusqu'à maintenant **85 millions de N.I.S**.

25-12

Mofaz a également dit qu'il avait donné des ordres à l'armée israélienne pour continuer les assassinats ciblés et les bombardements en l'appelant "la déception intensive", et le considérant comme "le meilleurs moyen possible".

Mofaz a déclaré que les services de sécurité israélienne avaient reçu des douzaines d'alarmes relativement aux attaques potentielles contre Israël.

SOURCE : IPC+agences

25-12

Shaul Mofaz a affirmé que les forces israéliennes de l'occupation imposeraient une fermeture totale sur la bande de Gaza et sur les territoires occupés en Cisjordanie pendant les vacances juives "Hanukkah" (festival des lumières), qui commencent le dimanche nuit.

27-12

Des sources militaires israéliennes ont signalé que l'armée israélienne commençait la construction d'une "Zone interdite " au nord de la bande de Gaza, d'une largeur estimé à 5 KM ..

Selon la télévision publique israélienne, "tout Palestinien qui pénétrera dans cette zone "le fera au péril de sa vie".

Selon le journal d'Haaretz, l'armée israélienne a déclaré qu'elle ne lancerait pas des attaques terrestres, mais elle renforcerait ses attaques aériennes contre la bande de Gaza.

L'armée va faire un usage accru d'hélicoptères contre les Palestiniens infiltrés dans cette

"zone de sécurité" ainsi que pour des opérations "d'éliminations ciblées" visant des activistes, a-t-ajouté la télévision.

SOURCE : IPC+arabs48.

27-12

M. Mofaz a exclu, pour l'heure, l'éventualité d'une opération militaire terrestre.

"A ce stade, la question d'une opération terrestre n'est plus d'actualité mais nous nous y préparons, bien entendu, pour le cas où nous déciderions d'y recourir", a-t-il déclaré à la radio publique.

27-12

Selon le journal de "Yedioth Ahronoth", l'armée de l'occupation israélienne jettera des brochures écrivait en arabe vers le nord de la bande de Gaza, demandant aux résidents de quitter leurs maisons durant 12 à 24 heures..

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12662

2-4 Les grandes manœuvres...

25-12

Israël est revenu sur son refus catégorique d'autoriser les palestiniens de Jérusalem-est à participer aux législatives du 25 janvier

Selon un responsable de la présidence du conseil, qui a requis l'anonymat, le gouvernement Sharon "envisagera le moment venu" la possibilité que les [Palestiniens](#) de Jérusalem votent dans cinq bureaux dans la partie arabe de la ville, conquise et annexée par Israël en 1967.

ndlr : Attention : Israël n'a encore pris aucune décision finale sur le sujet.

.(AFP)

26-12

"Nous n'avons aucune intention de fournir un prétexte à Mahmoud Abbas pour annuler ce scrutin parce qu'il a peur d'une victoire du Hamas et lui permettre ainsi de nous accuser auprès de la communauté internationale d'en être responsable ", a tenté de minimiser le responsable israélien interrogé dimanche.

(AFP)

26-12

Ce même responsable a indiqué qu'Israël s'est préparé (a voulu provoquer ?) à un effondrement de l'Autorité palestinienne que pourrait provoquer "l'impuissance" de Mahmoud Abbas à imposer "l'ordre et la loi aussi bien sur le terrain qu'au sein du Fatah, son propre parti".

(AFP-AP)

ma/v119

2-5 Gouvernement cherche coalition désespérément...

25-12

Programme de [Kadima](#) :

Le processus de paix avec les Palestiniens serait l'objectif central sur lequel il agira par tous les moyens possibles afin de jeter les fondations de la formation des frontières permanentes de l'Etat d'Israël et obtenir paix et tranquillité", selon le document qui a été révélé dans le quotidien "Maariv".

Le porte-parole du parti, Lior Chorev, a précisé que le plan devait être approuvé d'ici la semaine prochaine.

Les négociations avec l'Autorité palestinienne aboutiront à la création d'un Etat palestinien, précise le document. "Le principe de base du processus de paix est fondé sur la coexistence de deux Etats nationaux".

Le programme réaffirme son attachement à la "feuille de route" élaborée par le Quartet ([Union européenne](#), [Etats-Unis](#), [Russie](#) et [Nations unies](#)), mais exclut de céder une partie de Jérusalem aux Palestiniens. Le plan de paix prévoit la création d'un Etat palestinien aux côtés de l'Etat hébreu, mais les frontières définitives doivent faire l'objet de pourparlers.

AP

ma/ir/v104/v148

2-10 Politique colonialiste israélienne (Colonisation & colonies)

La "feuille de route" pour la paix au [Proche-Orient](#) exige d'Israël le démantèlement de toutes les colonies de Cisjordanie.

Mais ...

Augmentation de la présence colonialiste israélienne

26-12

(AP)

En violation complète des engagements pris dans la "feuille de route", Israël va construire 228 immeubles supplémentaires dans des colonies de [Cisjordanie](#), selon un projet publié lundi dans des journaux israéliens.

Le plan consisterait en 150 unités de logements dans l'implantation ultra-orthodoxe de Beitar Illit et 78 dans la colonie d'Efrat, à quelques kilomètres de Jérusalem dans les deux cas.

AP

26-12

Selon Raanan Gissin, porte-parole de Sharon, ce projet aurait été lancé il y a cinq ans et aura lieu dans des implantations dont Israël compte garder le contrôle

AP

nc/v

27-12

Israël planifie de construire au moins 1 131 nouvelles unités de logement, qui pourraient loger environ six milles colons dans toute la Cisjordanie,

Le ministère du Logement et de la Construction israélien a des offres pour la construction de 228 maisons pour les colons dans deux colonies près de la ville de Bethléem en Cisjordanie..

Apparemment la construction de ces unités ont été planifiées il y a cinq ans,

(Ranaan Gisin, un conseiller du premier israélien a attribuées ce délai à la bureaucratie : " Cela a été planifié il y a longtemps " a déclaré Gissin. " Ceux-ci sont les blocks de colonies les plus larges, ils seront renforcés ".

SOURCE : IPC+agences

Réoccupations de la bande de Gaza

27-12

Des dizaines de jeunes colons ont commencé la construction de 15 nouveaux avant-postes en plusieurs régions de la Cisjordanie pour démontrer leur volonté de défendre la colonisation de la Palestine.

Ces activistes, partisans d'Eretz Israël (Israël dans ses frontières bibliques incluant les territoires palestiniens), avaient précédemment milité contre le retrait israélien de la bande de Gaza qui s'est achevé en septembre et a mis fin à 38 ans d'occupation de ce territoire.

Datya Yitzhaki, une porte-parole de l'organisation de colons 'La terre des fidèles d'Israël', a déclaré que des centaines de jeunes avaient commencé à bâtir des habitations en bois et en pierre et à planter des tentes sur des sites proches d'une dizaine d'implantations plus anciennes. "Nous comptons les étendre. Nous allons construire là où ils ont détruit et montrer que la colonisation va recommencer", a-t-elle dit. (Reuters & Ipc)

27-12

(AP)

Des centaines de colons israéliens ont terminés les 15 structures, chacune occupée par 60 à 200 jeunes gens, près de la ville cisjordanienne de Ramallah, et en annonçait 10 autres avant dimanche., a fait savoir Datya Yitzhaki la porte-parole

Yitzhaki met le gouvernement israélien au défi de venir les démanteler.

"Ce que nous disons est que nous ne permettrons pas que d'autres colonies terminent comme Gush Katif (le principal bloc de colonies juives de la Bande de Gaza, NDLR). Nous renforcerons ces colonies", a affirmé Datya Yitzhaki,

L'armée ne planifiait aucune action dans l'immédiat,

AP

27-12

Le mouvement anti-colonisation israélien [La Paix maintenant](#) a dénoncé ces activistes, partisans d'Eretz Israël et exigé une intervention des autorités pour y mettre fin.

SOURCE : IPC+agences

3 Politique internationale des territoires occupés

3-0 Usa (le parrain)

24-12

Les Etats-Unis ont informé Israël et l'Autorité nationale palestinienne (ANP) de leur souhait de voir l'organisation des élections législatives palestiniennes à la date prévue, selon des sources palestiniennes et israéliennes.

Des sources palestiniennes ont révélé que les Etats-Unis insistent sur l'organisation des élections le 25 janvier 2006 comme prévue et rejettent

tout report.

L'administration américaine par la voix du général Keith Dayton, le nouvel envoyé de sécurité américain pour coordonner l'ANP et Israël, a demandé aux deux parties de conclure un accord sur la question du vote des habitants palestiniens à Jérusalem lors des élections, a rapporté la presse israélienne.

(XINHUANET)

24-12

Des sources palestiniennes ont révélé que les Etats-Unis fourniront l'équipement électronique d'une valeur de 60 millions de dollars pour les passages entre les territoires palestiniens et Israël.

L'équipement électronique spécial sera installé aux quatre passages importants, à savoir le passage Karni entre Gaza et Israël, le passage Kerem Shalom entre l'Egypte et Israël, le passage Tarquomia et Shar Efraim entre la Cisjordanie et Israël.

L'objectif de l'installation de tel équipement électronique sophistiqué est de faciliter l'aller et le retour de camions et en Cisjordanie, en Israël et dans la bande de Gaza.

Avec l'équipement fourni, de grands camions entreront dans les grandes chambres à rayon x pour être contrôlés plus facilement.

L'autorité nationale palestinienne (ANP) et Israël recevront l'équipement américain d'ici deux semaines, cette aide permettra de voir l'augmentation du volume des transports de marchandises, qui profitera à l'économie palestinienne.

(XINHUANET)

28-12

Les Etats-Unis ont exprimé leur regret, suite à la décision israélienne de créer une zone sécuritaire dans le nord de la bande de Gaza, et demandant en plus, à l'Autorité nationale palestinienne de prendre des dispositions sévères contre les activistes palestiniens ...

Cependant le porte-parole de l'Etat US, Adam Ereli, a soutenu ces attaques israéliennes contre la bande de Gaza, en les considérant comme une réponse au lancement des roquettes palestiniennes contre les villes israéliennes....

SOURCE : IPC

3-1 Onu

"Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Al Qods-Est (Jérusalem), et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles",

22-12

L'[Assemblée Générale de l'ONU](#) a adopté une résolution demandant à Israël de préserver les ressources naturelles des territoires palestiniens et syrien occupés.

cette résolution a été adoptée

par 156 voix pour,

6 contre (Australie, Etats fédérés de Micronésie, **Etats-Unis**, îles Marshall, Israël et Palaos)

8 abstentions (Albanie, Cameroun, Côte d'Ivoire, El Salvador, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République dominicaine et Tuvalu).

L'Assemblée générale de l'ONU demande à Israël, puissance occupante, de ne pas exploiter, altérer, détruire, épuiser ou mettre en péril les ressources naturelles du territoire palestinien occupé, y compris [Al Qods-Est](#), et du [Golan](#) syrien occupé.

Elle reconnaît le droit du peuple palestinien de demander réparation en cas d'exploitation, d'altération, de destruction, d'épuisement ou de mise en péril de ses ressources naturelles par suite de mesures illégales prises par Israël dans les territoires palestiniens occupés, y compris Al Qods-Est. L'Assemblée générale souligne également que l'édification par Israël du mur de séparation est contraire au droit international et prive le peuple palestinien de ses ressources naturelles, demandant à cet égard le respect intégral des obligations juridiques énoncées dans l'avis consultatif rendu le [9 juillet 2004](#) par la [Cour internationale de Justice \(CIJ\)](#).

http://www.fil-info-france.com/actualites-monde/2005_decembre_24.htm

3-2 Otan

3-3 Pays Arabes & voisins

3-4 Quartette

3-7 Ue

28-12

(AP) –

Israël "entend faire de l'annexion de Jérusalem un fait accompli" en violation de la "feuille de route" et du droit international, affirment les diplomates européens en poste à Jérusalem et Ramallah dans un rapport que l'[Union européenne](#) n'a pas officiellement publié, rapporte "L'Humanité" de mercredi.

Dans ce texte "sans ambiguïté", les diplomates des différents pays affirment que "plusieurs mesures israéliennes combinées diminuent la possibilité d'atteindre un accord final sur Jérusalem et démontrent clairement qu'Israël entend faire de l'annexion de Jérusalem un fait accompli", selon la synthèse du document publiée par le quotidien.

"Les activités israéliennes à Jérusalem se font en violation des obligations de la 'feuille de route' et du droit international", estiment les diplomates, qui citent notamment "l'expansion des colonies en [Cisjordanie](#), la construction du 'mur de sécurité', les destructions de maisons palestiniennes à Jérusalem-est", explique le quotidien.

Les diplomates préconisent notamment de rappeler à Israël ses obligations contenues dans la feuille de route, la base de négociation soutenue par les [Etats-Unis](#), l'[Union européenne](#), la [Russie](#) et les [Nations unies](#). Le texte prévoit notamment l'ouverture de négociations sur le statut de Jérusalem.

Ce rapport, élaboré pendant plusieurs mois par les diplomates de différents pays européens, n'a pas été publié officiellement par l'Union européenne, rapporte "L'Humanité". "Le paysage politique a changé en Israël, il y a une élection législative prévue dans les prochains mois", avait justifié le ministre des Affaires étrangères britannique Jack Straw le 12 décembre. "Donc, nous avons pensé qu'il était approprié de ne pas entériner ou publier ce document."

AP

lp/pyr

3-8 Uk

3-8 France

4 Territoire palestinien occupé

4-1 Détails par région

5 juin 1967

en rose les territoires occupés il y a 38 ans

source:

<http://www.arabs48.com/display.x?cid=6&sid=7&id=28587>



Palestine

Cisjordanie (occupée par Israël depuis 1967)

Anbta près de TULKREM)

26-12

Une patrouille israélienne a envahi les rues du village d'Anbta et a tiré sur le peuple

Ahmed Zbedi, 18 ans à été blessé

Toubas (nord de la Cisjordanie,)

24-12

Des villageois de Bardala ont affirmé que les soldats avaient forcé des employés et des fermières d'enlever leurs vêtements, sous prétexte de perquisition,

Les témoins, ont déclaré, que les femmes qui avaient refusé de se déshabiller ont été empêchées de passer le barrage.

Bande de Gaza

27-12

Des hélicoptères de l'armée israélienne ont mené mardi avant l'aube des raids contre des cibles dans la bande de Gaza, détruisant partiellement un bureau relevant du mouvement Fatah, ont indiqué des sources sécuritaires palestiniennes.

Les appareils israéliens ont notamment tiré des roquettes sur un bureau relevant du Fatah, y occasionnant d'importants dégâts, à Beit Lahya, dans le nord de la bande de Gaza

Un deuxième bâtiment, utilisé comme "centre d'activité" de ces mêmes Brigades, a également été la cible d'une attaque dans la ville de Gaza. L'armée israélienne a, en outre, attaqué un pont près de Beit Hanoun ainsi que six chemins et routes d'accès aux zones à partir desquelles des Palestiniens tirent des roquettes vers le sud d'Israël.

Ils ont également visé une cible non encore déterminée à Gaza-ville.

27-12

Israël à commencé à instaurer un no man's land

Aux premières heures, ces hélicoptères de combat et ces avions de chasse ont frappé au moins neuf cibles, privant d'électricité la ville de Beït Lahiya de Gaza.

Des avions de chasse ont en outre bruyamment franchi le mur du son à deux reprises, à l'aube, au-dessus de Gaza

27-12

Dans la zone établie unilatéralement, des locaux ont été sérieusement endommagés, les Palestiniens soutiennent qu'il s'agissait de locaux à usage social et éducatif..

Selon des témoins, une demi-douzaine de routes ont été endommagées, ainsi qu'un pont.

(Reuters & AFP)

27-12

Des hélicoptères militaires israéliens de type Apache ont lancé au moins deux missiles tôt mardi matin sur différentes cibles dans le nord de la bande de Gaza et sur la ville même, ont indiqué des sources de sécurité palestiniennes et des témoins.

Ces sources ont précisé qu'un missile avait été tiré sur un bâtiment du Mouvement Fatah dans le nord de la bande de Gaza, causant de graves dommages, sans pour autant faire de blessé parmi les Palestiniens.

Les mêmes sources ont déclaré qu'un autre missile a touché un immeuble appartenant au Mouvement Fatah dans la ville de Gaza où une énorme explosion a été entendue mais qu'aucun blessé n'a été signalé.

Par ailleurs, un avion F-16 a lancé au moins trois bombes acoustiques sur Gaza et le nord de la bande de Gaza, provoquant un vent de panique chez les habitants, notamment les enfants.

(XINHUANET)

28-12

Des hélicoptères israéliens ont effectué, aujourd'hui très tôt le matin, des raids sur des cibles civiles dans le camp d'Al-Nosaïrate dans la bande de Gaza.

Selon des témoins, les forces de l'occupation israélienne avaient lancé un missile sur le camp sans faire de victimes.

Dans le même contexte, l'aviation israélienne a intensifié ses raids aériens au-dessus de la bande de Gaza, semant la panique parmi les citoyens surtout les femmes et les enfants.

Selon des sources sécuritaires, les chars israéliens installés aux frontières nordiques de la bande de Gaza avaient lancé plusieurs missiles contre la ville de Bit Lahya, aucun blessé a été rapporté jusqu'au présent, ces attaques avaient aussi causé des dommages graves dans les maisons.

A Tubasse, les forces de l'occupation israélienne ont installé un barrage militaire dans la route principale de la ville.

Des sources locales ont déclaré que les soldats israéliens avaient arrêté les bus et les véhicules pour vérifier les cartes d'identités des occupants.

A Jénine, une force militaire israélienne a envahi le village de Romana à l'ouest de la ville de Jénine en Cisjordanie.

En plus; des sources sécuritaires ont annoncé que les soldats israéliens avaient procédé une campagne de fouilles dans les maisons de citoyens, en arrêtant le citoyen Mohamed Amoor, âgé de 22 ans.

A Bethléem, l'armée israélienne soutenue par des blindés militaires a envahi le village d'Artass au sud de la ville de Bethléem en Cisjordanie, elle avait également procédé des fouilles dans les maisons de citoyens

SOURCE : IPC.

26-12

(AP)

Des gardes armés d'une serre d'une colonie juive de peuplement abandonnée de la Bande de Gaza ont ouvert le feu sur un groupe d'ouvriers [palestiniens](#) qui manifestaient contre la réduction programmée du temps de travail, blessant quatre ouvriers, apprend-on auprès de témoins et des responsables médicaux.

Les ouvriers se sont approchés de la serre dans la nuit après avoir eu vent que le propriétaire, Amed al-Masri, directeur général de la firme qui possède 2.700 serres à Gaza, envisageait de plus de licencier des employés, ont précisé ces sources hospitalières.

Israël.

27-12

Ces derniers jours, des roquettes ont frappé Ashkelon, ville côtière du sud d'Israël.

Les résistants ont annoncé qu'ils intensifieraient leurs tirs si Israël procédait à de nouvelles frappes.

Certains affirment que ces roquettes ne font pas beaucoup de mal à Israël tandis que les raids israéliens provoquent de gros dégâts matériels.

Liban

28-12

(Reuters)

Des avions de guerre israéliens ont attaqué aux premières heures de mercredi un camp d'entraînement des résistants palestiniens, au [Liban](#), annonce l'armée.

L'aviation israélienne a mené dans la nuit de mardi à mercredi un raid contre un camp d'entraînement (ou une base) des résistants palestiniens situé "dans le secteur de Noueïma, près de Damour

aux abords sud de Beyrouth"., a indiqué un porte-parole militaire.

"Tsayal (l'armée israélienne) a attaqué une base du FPLP-CG (Front Populaire de Libération de la Palestine-Commandement Général - de M. Ahmed Jibril ", a déclaré le porte-parole.

Nb : Auparavant, le porte-parole avait indiqué qu'il s'agissait d'"une riposte à l'attaque à la roquette (Katioucha) contre le nord d'Israël

Justification :

"Ce message s'adresse au gouvernement du [Liban](#), à qui incombe la responsabilité d'empêcher des attaques planifiées sur son territoire", a déclaré à Reuters le général Udi Adam, commandant des forces israéliennes dans le secteur Nord.

Le général Adam a appelé le gouvernement libanais à déployer l'armée libanaise au [Liban](#)-sud "jusqu'à la frontière israélienne, afin de prouver qu'il est souverain et applique les résolutions de l'Onu (...)".

(AFP)

riposte :

Selon l'armée israélienne, au moins trois roquettes Katioucha tirées à partir du [Liban](#) se sont abattues dans le secteur de Kyriat Chmona en territoire israélien, près de la frontière avec le Liban.

Selon la radio publique israélienne, cinq personnes ont été très légèrement blessées par ces tirs.

Des explosions auraient retenti pendant la nuit près de Shlomi, village du nord d'Israël, signe que d'autres attaques se sont produites, rapportent les médias israéliens.

L'armée n'a pas pu confirmer cette information dans l'immédiat.

Les habitants de Kiryat Shemona ont été invités à se réfugier dans des abris anti-aériens après ce tir.

(AFP)

Conclusion

"Les groupes [palestiniens](#) sont impliqués dans les tirs de Katioucha contre Kyriat Chmona, mais je ne serais pas surpris que le Hezbollah leur ait donné son feu vert", a déclaré le général Udi Adam, commandant de la région militaire nord d'Israël.

(AFP)

4-2 Décompte des pertes humaines (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

2-1 Palestine :

Civils & résistants tués	: 4.244
	dont : 681 de moins de 21 ans
Palestiniens blessés par les forces israéliennes et les colons	: 45.991
Internationaux blessés	: 148 (chiffre tout a fait minimal)
(balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	
Arrêtés :	: 40.756
En prison :	: 9.200
Pacifistes en prison ou arrêtés	: + 89
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.265

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.077
	&n= bsp; (332 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 5.9341
	(1236 militaires/policiers)

Chiffres tenu à jour par ML (suivant un décompte gouvernemental palestinien & Ap, Afp (pour la Palestine & Afp pour Israël)

7 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

7-1 Point de vue de Robert Thompson : Que nous apportera 2006 ?

Nous nous approchons de la fin d'une année, qui comme beaucoup d'entre elles, semble être passée à une vitesse extraordinaire.

Nous devons nous rendre compte que les mêmes problèmes auxquels nous avons fait face il y a douze mois sont toujours là, tels que les luttes constantes pour s'assurer suffisamment d'eau dont j'ai fait état au commencement de cette année. Par exemple, le gaspillage de l'eau continue dans les colonies illégales en Palestine, ce qui épuise des quantités précieuses et nécessaires dans des aquifères qui s'assèchent, comme il s'est déjà produit dans une grande partie de la bande de Gaza.

En outre, nous voyons que continuent le chaos et l'oppression au Proche et Moyen Orient, sans qu'il y ait une pause dans la souffrance des palestiniens, ni dans celle des irakiens. Les puissances "occidentales" continuent leur ingérence au Liban, font tout ce qu'elles peuvent pour déstabiliser la Syrie (qui a commis le crime impardonnable d'avoir une partie de son territoire sous occupation ennemie depuis 1967) et tâchent de contraindre l'Iran à la soumission. Par contre, ces mêmes puissances se réunissent au sein d'une alliance immorale pour soutenir la seule puissance nucléaire de la région, malgré le fait qu'il refuse toujours d'obéir aux jugements la Cour Internationale de Justice. La justice demande que cet "état" mette fin à toutes ses colonies illégales - ainsi que son mur d'apartheid aussi illégal - en Cisjordanie dont fait partie intégrante la partie Est de la ville sainte d'al Quds.

Noël s'est passé sans qu'il y ait eu un cri d'alarme international et général sur la conversion de Bethléem en un grand camp de concentration étranglé économiquement par le découragement des touristes et des pèlerins et par l'expropriation et l'occupation des terres précédemment exploitées par ses habitants. Nous pouvons nous rappeler la demande faite au monde il y a quelques jours, la veille de Noël, par le Patriarche Latin de Jérusalem, renforcée par celle du Pape Benedict XVI le jour de Noël, que la ville de Bethléem soit libérée. Ces milliers qui se réclament du christianisme dans la plus grande puissance économique du

monde continueront sans doute à donner leur approbation à l'utilisation par leur gouvernement des impôts qu'ils payent pour soutenir les assassinats et les expropriations des chrétiens indigènes, dont les familles ont vécu en Terre Sainte depuis avant la naissance de Jésus. Ils subventionnent également la souffrance des chrétiens indigènes en Irak par leur prétention d'avoir fait la guerre au peuple irakien au nom de leur religion, suggérant ainsi que tout chrétien irakien est complice de leurs crimes et donc un traître.

Autrement dit, je peux prédire avec confiance que l'hypocrisie continuera à régner, surtout dans le monde anglo-saxon où le dieu hideux de ses membres (connu dans le passé par son nom araméen de Mammoun) restera le dieu du Triumvirat du Mal (Messieurs George W. Bush, Ariel Sharon et Oussama bin Laden) par sa prétention de remplacer le Dieu d'amour, de compassion et de miséricorde reconnu par tout véritable juif, par tout véritable chrétien et par tout véritable musulman. Cette prétention est de plus en plus surprenant quand les mensonges utilisés par ses adeptes pour promouvoir ce "dieu" vicieux se sont si souvent révélés bien éloignés de la vérité. Un triste exemple de cette contradiction fut le fait que la victime française des attentats du 7 juillet à Londres fut un jeune musulman qui travaillait à Londres pour parfaire son anglais - comment peut-on justifier son assassinat par des jeunes musulmans anglais trompés par des gens saturés de haine qui n'avaient évidemment compris certains des enseignements les plus clairs du Coran? Un autre est l'étouffement économique des chrétiens de la ville de Bethléem par des grands "occidentaux" qui prétendent qu'il le font au nom du christianisme.

Ce manque de souci par tant de gens dans le monde "occidental" - surtout aux Etats Unis, au Royaume Uni et en Australie - en ce qui concerne leurs semblables vivant dans la pauvreté et sous l'oppression en Asie, en Afrique et même dans d'autres régions de l'Amérique continuera sans aucun doute. Il fait peur de penser que ces dirigeants non seulement ne reconnaissent pas la souffrance des autres, mais de façon cruelle et délibérée y ajoutent. La seule petite lueur d'espoir à l'horizon de 2006 est qu'il y aura des élections législatives "mid-term" aux Etats Unis par lesquelles le peuple pourrait infliger une punition au régime Bush, mais la portée de ces élections est sévèrement réduite du fait que le seul parti alternatif probable semble aussi corrompu - et sujet aux mêmes pressions criminelles - que celui qui fait un si mauvais usage de l'argent de ses sujets pour des buts maléfiques.

Tout ce qui nous reste est de prier pour la liberté de toute l'humanité de tous les tyrans actuels, surtout du Triumvirat du Mal, et de travailler afin de mettre la vérité à la disposition de tous pour empêcher les masses de croire aux mensonges de ces hommes vicieux. Malgré ce pronostic pessimiste, il reste vrai que, si nous faisons tous de notre mieux, il existe toujours l'espoir d'une bonne année nouvelle, que je souhaite à tous.

Robert Thompson

7-2 : Point de vue de Oren Yiftachel : **La colonisation comme réflexe**

Extrait du livre d'Eyal Weizman et Rafi Segal : "Une occupation civile", pp 32 à 36. Article paru pour la première fois dans Haaretz le 23 juillet 2001

Au-delà de la force de la culture ethnocratique colonisatrice déjà mentionnée, **certains groupes puissants tirent profit de la création de nouvelles colonies.**

Ces trois groupes de pression **coopèrent silencieusement** : ils influent sur l'ordre du jour politique, tous en profitent, et **ils gardent le silence sur les coûts induits pour la société en général.**

La société israélienne doit se réveiller et ne plus laisser ces petits groupes dicter la politique et l'urbanisme.

Assez fréquemment, d'ordinaire en temps de crise, et très souvent sous l'influence **d'Ariel Sharon**, le gouvernement israélien annonce **l'établissement d'une colonie** comme on tire un lapin providentiel de son chapeau.

C'est ainsi que nous avons appris la semaine dernière l'installation imminente de **cinq nouvelles implantations juives dans les dunes de Halutza, près de la Bande de Gaza.**

De la même manière, en juin 2001, le ministre chargé des terres de l'Etat, [Avigor Liberman](#), annonçait le plan de **création de dix nouvelles colonies suburbaines** (ou "communautés") le long de la Ligne Verte, au nord de Beersheba.

De même, son collègue ministre du Logement, [Natan Sharansky](#), a évoqué le projet de construction de nouveaux logements dans plusieurs colonies de Cisjordanie, notamment à **Ma'ale Edummin**, à l'est de Jérusalem.

C'est comme par réflexe, et **sans véritable analyse, évaluation professionnelle ni débat public, que se prennent les décisions d'implantations dans l'Israël d'aujourd'hui.**

La triste ironie de la chose, c'est que **ces décisions "actives" reflètent la paralysie qui immobilise la politique israélienne depuis quelques années.**

Exactement comme il y a quatre vingt ans, soixante ans ou dix ans, sans grand changement, **toute nouvelle activité coloniale est "vendue" comme une "bonne solution sioniste"** à n'importe quel défi – ou presque – des Palestiniens ou du monde Arabe.

J'ai qualifié ailleurs ce fonctionnement, qui envisage le monde à travers le prisme d'un conflit ethnique endémique et la **"nécessité" d'une expansion permanente, de politique "ethnocratique".**

Dans ce cadre ethnocratique, il n'existe de "changement positif", que lorsque **"mon" groupe ethnique arrache davantage de ressources et de pouvoir à "l'autre".**

Après des années de lavage de cerveau, **l'activité colonisatrice est considérée par la plupart des juifs israéliens** – pas tous, néanmoins, comme une "donnée" inévitable, **un besoin véritable de la nation.** Dans un proche avenir, donc, les bulldozers rouleront de nouveau sur les collines, aplaniront le sol, prépareront le terrain – et Sion connaîtra la rédemption !

Où est le problème ? En voici quatre :

- En premier lieu, **les nouvelles colonies portent atteinte aux relations judéo-arabes.** La motivation évidente du projet d'implantation de Halutza est d'empêcher que cette zone vacante soit utilisée à l'avenir lors d'échanges de territoires avec les Palestiniens dans le cadre d'éventuels accords de Paix.

Le lecteur se souvient peut-être que cette possibilité avait été évoquée lors du sommet de Taba, comme un pas en direction de cette "quadrature du cercle" qui aurait **permis à Israël d'annexer plusieurs blocs d'implantations dans les territoires occupés, tout en offrant néanmoins aux Palestiniens un retrait proche de cent pour cent.**

Cette possibilité existe encore pour les négociations à venir. Pourquoi la faire disparaître maintenant, de manière aussi délibérée qu'irresponsable ?

Pourquoi piétiner la minuscule chance qui reste de parvenir à un accord et de mettre un terme à une occupation brutale et sanglante, donc à la désastreuse intifada Al-Aqsa ?

Sur un autre plan, les nouvelles colonies **confirment une fois encore la discrimination continue qui frappe les Bédouins du sud.** Depuis des années, **le gouvernement soutient que les Bédouins doivent abandonner toute revendication territoriale et s'installer dans des villes, leurs villages étant "trop petits" pour qu'on puisse leur apporter le confort moderne.**

Aujourd'hui, **l'Etat est sur le point de bâtir de nouvelles implantations juives bien plus petites que les villages bédouins, et qui, est-il besoin de le dire, jouiront dès le départ de tous les services nécessaires.**

Voilà une discrimination criante – mais personne n'écoute. Que croit-on que penseront les Bédouins ? Evidemment, leur ressentiment envers l'Etat va devenir plus profond, et la **tension s'accroîtra dans les relations judéo-arabes.**

- En second lieu, **les nouvelles colonies nuisent à la sécurité d'Israël.** Le lien entre **sécurité nationale (juive) et colonies a toujours été une pierre triangulaire du consensus sioniste.** Mais cette thèse n'a jamais soutenu l'épreuve du conflit en temps réel depuis qu'Israël a gagné son indépendance, bien au contraire.

Aux moments les plus aigus du conflit, on a dit que les colonies constitueraient un gage de sécurité – **elles se sont au contraire transformées en fardeau.** Les illustrations ne manquent

pas.

Ainsi, durant la guerre du Kippour en 1973, l'une des premières urgences fut d'évacuer les colonies du plateau du Golan, qu'occupaient des unités combattantes dont on avait bien besoin et faisaient risquer leurs vies à des soldats.

De même, au cours du long conflit israélo-libanais, la sécurité des colonies situées en bordure de la frontière, qui constituaient des cibles faciles pour les bombardements du Hezbollah, devint un véritable casse-tête.

Tout récemment, l'Intifada Al Aqsa a démontré avec éclat que, loin de renforcer la sécurité des juifs, les colonies de Cisjordanie et de Gaza mettaient en fait en danger de nombreux fonctionnaires de l'armée et de la police, sans avoir le moindre impact sur la porosité de la frontière pour les terroristes qui souhaitaient mener des actions en Israël.

La leçon à tirer de tout cela est évidente : un Etat souverain, pour protéger son territoire, doit se servir de chars, d'avions, d'une armée et de patrouilles frontalières. **L'argument selon lequel les colonies améliorent la sécurité nationale est essentiellement un stratagème pour s'assurer que l'expansion ethnocratique et/ou coloniale recueille l'approbation de l'opinion publique.**

Cela n'a pas grand chose à voir avec le niveau de sécurité publique, ou avec la sécurité de nos villages et de nos enfants. **La sécurité des nouvelles colonies représente un lourd fardeau.**

- En troisième lieu, **les colonies accroissent les disparités sociales.** La mentalité colonisatrice si profondément ancrée dans le psychisme israélo-sioniste a déjà conduit à **la création de plus de 800 colonies juives – c'est le record mondial du nombre de colonies par habitant !**

Comme nous le savons, la plupart des implantations de la périphérie, surtout au sud du Néguev et au nord de la Galilée, sont **économiquement faibles et dépendent étroitement des subventions gouvernementales.** Ces colonies périphériques – toutes bâties au nom d'"objectifs nationaux", **sont devenues des noyaux de chômage, d'isolement et de pauvreté.**

Au lieu d'essayer de consolider ces centaines de localités de la périphérie et d'améliorer la vie de leurs résidents par le développement et l'investissement public, **le gouvernement décide aujourd'hui d'en bâtir de nouvelles.**

Quelles conséquences peut-on en attendre ? De nombreuses familles des anciennes colonies vont probablement les quitter pour gagner ces nouvelles implantations, plus attractives. Ce qui entrainera, pour les premières localités, la perte de leur atout le plus précieux : les familles jeunes et adaptables.

On peut également anticiper à un certain assèchement des villes en développement, des lotissements publics ou des quartiers d'immigration, qui ont déjà le plus grand mal à retenir leurs habitants jeunes et instruits.

Le résultat, comme cela a été démontré à maintes et maintes reprises, sera un inutile accroissement **des disparités sociales entre le centre et la périphérie**, et entre les quartiers où résident **les juifs les plus aisés (le plus souvent des Ashkénases d'ascendance européenne)** et leurs équivalents moins favorisés (ordinairement habités par des juifs séfarades, originaires d'Afrique du Nord, ou par des Russes.)

- En quatrième lieu, les nouvelles colonies engendrent **un énorme gachis de ressources politiques.** L'installation de nouvelles implantations exige des investissements colossaux, principalement pour la mise en place des infrastructures – eau courante, routes, électricité, mais aussi éducation, santé et logement.

Rien d'étonnant, étant donné l'ampleur de ces investissements, à ce que plusieurs schémas directeurs nationaux – et notamment "Israël 2020", celui sur lequel ont travaillé des dizaines d'experts, au cours des années 90 – **aient prôné l'arrêt de la colonisation.**

Tout en acceptant de petites concessions pour l'hébergement nécessaire de groupes culturels spécifiques, **comme les Bédouins ou les juifs ultra-orthodoxes**, ce projet plaide énergiquement contre le gaspillage inhérent à la construction de colonies nouvelles.

D'autres schémas directeurs nationaux des années 90, les schémas directeurs 31 et 35,

notamment, ont fait des recommandations similaires.

Et comment le gouvernement réagit-il ? **Avec le plus grand mépris** pour le travail des experts en urbanisme, en économie et en sociologie,

On pourrait se demander pourquoi, avec une situation aussi claire, la colonisation se poursuit ?

Au-delà de la force de la culture ethnocratique colonisatrice déjà mentionnée, **certains groupes puissants tirent profit de la création de nouvelles colonies.**

Parmi ceux-ci, trois se distinguent tout particulièrement.

- Il y a avant tout celui des nouveaux colons en quête d'ascension, qui recherchent une meilleure "qualité de vie". Dans la société israélienne, cette "qualité de vie" est souvent un euphémisme **pour désigner la ruée des familles de la classe moyenne vers des quartiers de banlieue clos, contrôlés et "protégés" du voisinage des "indésirables".**

- Le deuxième groupe rassemble **les propriétaires fonciers, les entrepreneurs et les promoteurs, qui tirent également d'énormes profits de l'investissements public.** Pour eux, ce sont là des affaires sans risque économique.

- **Le troisième groupe comprend les politiciens cyniques**, à qui cela permet, en temps de crise, d'agiter la bannière de l'"activisme" et de l'"initiative", même si cet activisme est tout simplement désastreux. Nos politiciens aiment "réagir", et souvent ils recourent à l'une des seules choses qu'ils aient réussi à faire aussi bien – **se lancer dans la construction absurde de nouvelles colonies.**

Ces trois groupes de pression coopèrent silencieusement : ils influent sur l'ordre du jour politique, tous en profitent, et ils gardent le silence sur les coûts induits pour la société en général.

La société israélienne doit se réveiller et ne plus laisser ces petits groupes dicter la politique et l'urbanisme.

Flottant confortablement dans le sillage de slogans aussi vides et éculés que "sécurité nationale", "réaction sioniste" ou "construire la frontière", **ces groupes améliorent leur situations aux dépens du reste de la population et en aggravant les relations judéo-arabes.**

Il y a donc beaucoup de bonnes raisons de se révolter et de crier haut et fort : "Assez ! Ne jetez pas des monceaux d'argent public pour une nouvelle entreprise coloniale catastrophique, sans logique, sans justice et sans aucune anticipation de l'avenir."

Par Oren Yiftachel

Sources : [ISM](#)

Posté par [Adriana Evangelizt](#)

7-3 Point de vue de [Mohamed Larbi Bougerra](#) : L'eau et la terre vont de paire.

**"Sans eau,
Je suis moins qu'une mouche.**

Un amas de pierres" chantait l'immense poète Louis Aragon. Et comme toujours, le regard de l'artiste se révèle plus pénétrant que celui de l'expert. "La déraison, écrivait Claude Julien, relève du talent ou du génie. Elle appartient en propre à l'artiste ; c'est pourquoi, si souvent, il voit juste". Aragon a encore vu juste : Sharon a transformé la Palestine...en amas de pierre...en la privant d'eau, en détruisant avec application les infrastructures, les réseaux d'eau potable et d'assainissement. Le monde entier a vu les chars israéliens détruire les canalisations d'eau potable à Ramallah, à Jénine, ... Naplouse et ailleurs s'acharnant spécialement sur celles des hôpitaux alors que la Croix Rouge ne cesse de répéter qu'en cas

de conflit, pour les réfugiés et pour les populations civiles "l'eau et l'assainissement sont la colonne vertébrale des secours d'urgence" !

Ce faisant, Israël feint d'oublier cette parole de bon sens de Chaïm Weizman qui avertissait, tout comme Albert Einstein du reste : "Je suis persuadé que le monde jugera l'Etat juif selon son comportement envers les Arabes".

Ici et maintenant, à Genève, nous parlons eau et paix.

Cela est bien et c'est nécessaire. Il faut en rendre grâce aux organisateurs.

Mais ne perdons pas de vue que les tanks et les blindés sont toujours là. Le terrorisme d'Etat est toujours à l'oeuvre. Les maisons continuent à être sauvagement dynamitées. Le couvre-feu transforme en enfer la vie des Palestiniens. Les barrages et autres check points rendent impossible tout déplacement quel qu'il soit : pour accoucher comme pour aller chercher de l'eau ou un médicament. Ce qui choque et révolte les consciences. Ainsi, évoquant ce qui se passe en Palestine-Israël, le grand rabbin de Grande Bretagne, Jonathan Sacks, déclare au Guardian (27 août 2002) : " Je considère la situation actuelle comme rien moins que tragique. Elle force Israël à prendre des positions qui, sur le long terme, sont incompatibles avec nos idéaux les plus profonds " donc la politique d'Ariel Sharon est " incompatible " avec les valeurs juives.

Ici et maintenant nous débattons. Là bas, les Palestiniens sont humiliés. Ils souffrent. Ils tombent sous les canons des tanks et sous les missiles lancés par hélicoptères. Ne perdons pas de vue cette souffrance. Ne perdons pas de vue ces morts, ces suppliciés et, si nous sommes là, c'est dans l'espoir d'agir pour que cette souffrance et ces morts s'arrêtent.

Pour le moment et pour preuve de ces souffrances, ce témoignage sur le calvaire de 40 000 Palestiniens suite aux incursions de l'armée israélienne, calvaire qui a été sobrement décrit par Amira Hass et Joseph Algazy (Ha'aretz du 07 avril 2002). Cédons leur la parole : "Quelque 40 000 personnes vivent sous un couvre-feu total, des semaines durant, dans les villes sous la férule de l'armée depuis les incursions de celle-ci dans les territoires. Torrents d'eau usée dans les rues, montagnes de déchets, coupures d'électricité et d'eau. Près de 90% des ménages à Naplouse n'ont pas d'eau puisque les réservoirs de stockage et les canalisations ont été endommagés par le feu nourri des tanks. Les hôpitaux n'ont ni aliments ni eau ni médicaments. Les eaux usées noient les rues car nombreuses sont les communautés de la rive occidentale qui ne sont pas reliées ... un réseau d'égout et dont les eaux usées sont évacuées par camions chaque semaine. Les nouvelles en provenance du camp de Jenine font état de gens buvant l'eau des chasses d'eau".

Avant de parler directement de l'eau aujourd'hui, il me semble instructif de faire un petit détour historique même si je n'ai rien d'un historien. Je demande donc votre indulgence. La question de l'eau a toujours été parmi les préoccupations majeures d'Israël(1). Mais, l'eau et la terre vont de pair, c'est un truisme.

Les prétentions sionistes à "faire fleurir le désert"- pour reprendre leur phraséologie- ont encore un impact sur ce qui se passe actuellement. Témoin de cette phraséologie, David Ben Gourion insiste sur le fait que la Proclamation d'Indépendance- texte fondateur- évoque " la remise en culture du désert" et appelle même les prophètes à la rescousse pour en montrer le bien-fondé : "De la résurrection du désert, Isaïe, le grand prophète de Jérusalem dit : "L'eau jaillira de la solitude et recouvrira les sables...Et une grande route tracera sa voie, qui conduira au salut." (Isaïe, 35/6-9.)

Pour "cette remise en culture du désert"- n'oublions pas que Ben Gourion et les premiers sionistes venaient d'Europe Centrale et, à leurs yeux, la Palestine, moins pourvue en eau que la Pologne ou la Bessarabie, était un désert !- il faut évidemment des techniciens donc des agriculteurs. Sabri Geries et Eli Lobel écrivent dans un ouvrage paru en 1969 : "L'Alliance israélienne Universelle- bien que décourageant les Juifs d'aller en Palestine car "dénudée de

toute base matérielle", y fonda en 1870, l'Ecole d'agriculture- Mikveh Israël- considérée parfois comme le début de la colonisation juive moderne dans le pays". Quant à David Ben Gourion, il fait remonter encore plus loin cet intérêt pour l'agriculture (sans cependant se donner la peine de citer ses sources) puisqu'il écrit au tout début de son livre "Israël : années de lutte" paru en 1964 à Paris : "Dès 1563, Don Joseph Nassi emmena ses disciples d'Espagne en Palestine et fonda une colonie agricole en Galilée, sur les rives du lac Tibériade. Beaucoup plus tard, - il y a un peu plus de cent ans, - un philanthrope juif célèbre, originaire d'Angleterre, Sir Moses Montefiore, tenta de persuader les Juifs de la Terre Sainte de devenir des fermiers et, dans ce dessein, la première orangerie juive fut acquise près de Jaffa en 1856" et il ajoutera, sur un ton on ne peut plus lyrique : "Pour ma part, j'ai travaillé aux champs et dans les vignes, j'ai participé à la fabrication du vin, puis je suis allé à la colonie agricole Sejera, en Galilée. J'y ai manié la charrue et tandis que les mottes de terre se retournaient et s'émiettaient sous le soc, je me laissais aller à rêver et j'avais des visions...". On notera cependant que David Ben Gourion apporte la preuve que les orangeries existaient -puisque'on pouvait les acheter- avant l'arrivée des sionistes. Ce que la propagande a toujours nié voulant accréditer la fable de la Palestine pays désertique parcouru par quelques chameliers faméliques ne connaissant de l'eau que de rares puits aux eaux saumâtres ! Mais, les témoignages irréfutables existent qui démentent le point de vue intéressé des sionistes. Ainsi, au XIII ème siècle, le géographe arabe El Hamaoui trouve deux citernes dans chaque maison à Jérusalem !

L'obsession pour la terre amènera les sionistes aux pires méfaits car, à l'instar de David Ben Gourion, ils y voyaient un moyen de régénération des Juifs enfin devenus agriculteurs après des siècles d'interdiction. Sabri Geries et Eli Lobel, précédemment cités, rappellent en effet que : "La confiscation des terres arabes (destruction de 2500 villages, Ordonnances d'urgence de 1949, loi sur les biens des propriétaires absents, article 125 des "Defence Emergency Regulations" de 1945, infâme et scélérat article qui donne aux gouverneurs militaires le pouvoir de déclarer zone close certaines régions sous leur juridiction) est l'un des phénomènes les plus profonds dans l'histoire douloureuse des arabes d'Israël. Elle a marqué de façon permanente la physionomie de la société arabe, et la lutte contre l'accaparement de toutes les terres par les Juifs continue d'être placée au premier rang des préoccupations arabes, à l'intérieur de l'Etat comme hors de ses frontières" et ils poursuivent en disant que "La plus étonnante des utilisations de la loi (sur les biens des propriétaires absents) fut celle dirigée contre les biens du Wakf musulman dans le pays. Ces biens sont la propriété de Dieu...tandis que les bénéfiques sont alloués à la communauté, à l'oeuvre ou au but pour lesquels ils ont été consacrés. Or, on ne peut dire que la communauté musulmane ait cessé, d'exister après la création de l'Etat d'Israël. Néanmoins tous les biens du Wakf ont été transférés à l'Administrateur des biens des propriétaires absents ; doit-on supposer qu'Allah lui-même est "absent" selon la loi sur les biens des propriétaires absents ? (voir poème de Rashed Hussein ci-dessous). Ces biens constituent une fortune considérable car la Commission d'Enquête sur la Palestine de 1936 a estimé que le seizième de la superficie de la Palestine appartenait au Wakf".

(Mohamed Larbi BOUGUERRA)

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

8-1 Gerard : Le Parti travailliste propose un modèle à la Hong Kong pour certaines colonies L'équipe chargée du programme diplomatique du parti travailliste, nommée par Amir Peretz, est en train d'élaborer une formule qui proposerait aux Palestiniens une location à long terme de certains gros blocs de colonies de Cisjordanie, sur le modèle de la Grande-Bretagne et de la Chine pour Hong

Kong. L'équipe en question comprend David Kimche, ancien chef de cabinet aux Affaires étrangères, Uzi Bar-Am, ancien ministre, Dalia Rabin, Avi Primor, ancien diplomate et Alon Pinkas, ancien consul général à New York. Ce programme sera précisé dans les prochaines semaines.

Le programme diplomatique travailliste réclamera l'adoption des recommandations du rapport Sasson sur les avant-postes. Amir Peretz a déjà affirmé, au cours de discussions avec l'équipe, que les avant-postes devaient être démantelés pour se mettre en conformité avec la loi.

Un calendrier sera établi concernant les négociations avec l'Autorité palestinienne autour d'un règlement définitif, et ne parlera pas d'accord temporaire ou d'Etat palestinien provisoire.

Pour Peretz, un Etat "sous conditions" n'est pas la bonne solution, parce qu'il ne mettrait pas fin à la confrontation violente. D'après ce programme, ce ne serait que si les négociations échouent que des mesures unilatérales seraient envisagées.

Le programme précisera que l'Etat mènera des pourparlers avec la direction palestinienne élue, mais pas avec le Hamas.

Le programme déclarera également Jérusalem capitale indivisible d'Israël, mais permettra le réexamen du statut des quartiers et des villages palestiniens qui entourent la ville en soulevant la question de ses limites municipales.

Le "principe de Hong Kong" se réfère à l'accord entre la Grande-Bretagne et la Chine conclu en 1898, dans le cadre duquel la Grande-Bretagne a loué les îles de Hong Kong pour 99 ans. En 1997, au bout de la période de location, la Chine a repris possession des îles, en s'engageant à y préserver la démocratie.

Selon ce modèle, les gros blocs de colonies, Maaleh Adoumim, le Goush Etzion et Ariel, demeureront sous contrôle israélien en échange de compensations financières et territoriales aux Palestiniens.

Ha'aretz, 28 décembre 2005

8-2 [koussa](#) : Le rapport que l'UE veut cacher

Des diplomates britanniques en poste à Jérusalem ont écrit un rapport très critique sur la politique israélienne notamment en ce qui concerne Jérusalem. Mais l'UE a décidé de ne pas le rendre public...Des dizaines d'organisations de solidarité, des organisations palestiniennes et juives refusent ce secret.

Stupéfaits par le refus de l'UE de publier les conclusions que leurs propres responsables de mission diplomatique à Ramallah et Jérusalem- est concernant les actions de l'Etat d'Israël à l'encontre des résidents non juifs de Jérusalem- est, des organisations pacifistes juives et autres et les campagnes de solidarité avec la Palestine ont décidé de prendre l'affaire en mains.

Le lendemain du jour où *le rapport a été mis au placard par les ministres des Affaires étrangères à leur réunion du 12 décembre à Bruxelles* - de crainte de s'aliéner Israël et de réduire l'influence de l'Europe - Israël a annoncé, en violation de ses obligations dans le cadre de la feuille de route, la construction de 300 nouveaux logements dans la colonie de Maale Adoumim, la plus grande des colonies dans les Territoires Occupés Palestiniens.

Pierre Galand, Sénateur au Parlement belge et président du CECP, Comité européen de coordination des ONG sur la question de la Palestine, a fait la déclaration suivante : " Les diplomates européens à Jérusalem-est et à Ramallah ont eu le courage de souligner la situation alarmante à Jérusalem-est. Leur rapport corrobore l'avis de la CIJ sur le Mur et les colonies illégales, qui a amené le CECP à lancer la "campagne européenne pour des sanctions contre l'occupation israélienne".

Afin de contraindre les états membres de l'UE à respecter leur propre engagement en faveur du droit international et des droits humains, nous publierons le rapport sur Jérusalem-est sur nos sites Internet malgré le refus de l'UE de le faire."

Dan Judelson, Secrétaire des Juifs Européens pour une Paix Juste a dit : " L'UE se cache la tête dans le sable et est ainsi coresponsable, tandis que les habitants d' Jérusalem-est subissent des violations répétées du droit international et des simples critères d'humanité, tout ceci par l'état israélien. e moment n'est pas à la passivité ou l'inaction. Si l'UE refuse de publier ce rapport il est de notre devoir de le rendre le plus largement accessible possible."

Betty Hunter, Secrétaire générale de la Campagne britannique de Solidarité avec les Palestiniens a ajouté : "Cela fait 17 mois que la CIJ a déclaré que le mur d'apartheid est l'acte illégal d'une puissance occupante et qu'il faut mettre fin à la construction des colonies. Alors qu'Israël défie cette décision, les Palestiniens perdent leurs maisons, leur terre et leurs moyens de subsistance en Cisjordanie et à Jérusalem-est. Si les pays européens continuent à en être complices ils sont eux aussi coupables de l'oppression du peuple palestinien".

[koussa](#)

9 Annexes

9-1 : Détenus et Libérés : Publication du rapport mensuel

28-12

Le ministère palestinien des Détenus et Libérés, a rapporté que 9200 détenus palestiniens sont encore enfermés en plus de 28 prisons israéliennes, camps de détention et centres d'interrogations.

Le ministère a révélé que 270 détenus avaient été arrêtés pendant le mois de novembre et sont placés actuellement en centre d'interrogations.

De plus, le ministère rapporte qu'Israël a arrêté depuis 1967 plus de 650 000 palestiniens, qui signifie 20% du total de la population en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

En dépit de la trêve actuelle, les soldats israéliens ont menée des dizaines de campagnes d'arrêt et d'" arrêts au hasard " et détenu depuis l'accord de trêve obtenu à Charme el Cheikh, en février, 3 000 résidents et ouvert des nouvelles branches au camp de détention d'Ofer et ce de Shatta.

Le rapport révèle qu'Israël a repris ses violations contre les détenus et les attaquent dans leurs cellules ;

des dizaines de détenus ont été blessés par des balles qui causaient des brûlures de la peau, alors que d'autres ont été frappés a coup de bâtons

570 détenus (6,2%) ont été arrêtés avant l'Intifada al Aqsa, qui a débuté le 29 septembre 2000, en plus de 369 détenus (4%) qui avaient été arrêtés avant l'establishment de l'Autorité nationale palestinienne.

201 détenus (2,2%) ont été arrêtés après l'accord d'Oslo et avant l'Intifada Al Aqsa et sont resté en détention.

400 détenues ont été arrêtés pendant l'Intifada Al Aqsa, dont 116 (1,3%) sont encore en prison. 107 des prisonnières sont de la Cisjordanie et 3 de la bande de Gaza.

Six prisonnières sont en-dessous de 18 ans,

25 femmes ont été arrêtées cette année et 35 avaient arrêtées en 2004.

Les détenues affrontent des conditions très mauvaises de vie, du manque du soin médical et souffrent des attaques et violations continues.

Le rapport mentionne aussi qu'Israël utilise encore la torture pendant l'interrogation, y compris la torture contre les détenus contre les enfants détenus, en plus d'empêcher les détenus de recevoir leurs fondamentaux droits, telle que l'attention médicale et l'application des amendes.

La torture est encore pratiquée dans les facilités israéliennes de détention en dépit de l'ordre de l'Haute Cour de Justice israélienne, donné en 1966, qui interdit l'utilisation de toutes les façons de torture pendant l'interrogation.

Selon le rapport, la torture commence directement après l'arrêt ; les soldats attaquent les résidents arrêtés, les posent des menottes en plastique qui provoquent des coupures et font pression sur les mains, bandent leurs yeux et les traînent.

Des dizaines de détenus ont été aussi frappés et battus avec le dos de l'arme pendant l'arrêt. 181 détenus sont morts en raison de la torture, certains d'entre eux ont été tués après qu'ils avaient été arrêtés, tandis que d'autres sont décédés en raison de la négligence médicale. La dernière victime parmi les détenus était Jawad Adel Mgheisib, 18 ans, qui est décédé à cause de la négligence médicale dans le camp de détention de Néguev, le 28 juillet 2005.

Abou Mgheisib avait seulement 15 ans quand il avait été arrêté, le 1 décembre 2002 et condamné à 33 mois d'emprisonnement.

En ce qui concerne les enfants détenus dans les prisons israéliennes, le rapport révèle qu'Israël les arrête et détend dans des conditions cruelles et inhumaines, en violant directement la loi internationale et les droits de l'Homme.

Le futur des enfants détenus est en danger depuis qu'Israël les prive du droit de l'éducation. 4 000 enfants palestiniens ont été arrêtés depuis le début de l'Intifada,

301 (3.3%) sont encore détenus.

15 enfants détenus sont de Jérusalem,

6 sont de la bande de Gaza, et

208 sont de la Cisjordanie; 77 de Naplouse, 62 de Ramallah, 27 d'Hébron.

295 enfants détenus sont des jeunes hommes.

79 enfants détenus (26.2%) souffrent des différentes genres de maladies et du manque du soin médical et du traitement.

Des centaines de détenus sont arrivés à l'âge de 18 pendant qu'ils étaient emprisonnés.

99% des enfants détenus ont été torturés, particulièrement par la mise en sac de leurs têtes, les frappées et l'obligation de se tenir debout pendant longtemps.

200 enfants détenus sont emprisonnés dans le camp de détention de Telmond, 37 sont dans Ofer, 20 dans Majiddo, 10 dans le Néguev, tandis que le reste est détenu dans Hasharon, Al Jalama, Atzion et d'autres camps de détention.

En outre, il y a 369 détenus, qui ont été arrêtés avant que l'Autorité Nationale Palestinienne ait été formée, et les restaient dans les prisons.

1200 détenus souffraient des maladies chroniques, parmi eux plusieurs détenus qui avaient été blessés pendant leur arrestation et n'avaient pas reçu le traitement nécessaire.

Des dizaines de détenus palestiniens sont empêchés de recevoir leurs droits aux visites depuis plusieurs ans. 35 détenus avaient été arrêtés, il y a plus de 20 ans, 6 ont été arrêtés il y a 25 ans, et ils sont encore emprisonnés.

SOURCE : IPC+agences..

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12691

9-2 Point de vue de [rolland.rich](#) "Ce qui fait le plus mal, c'est l'indifférence internationale !"

Détention administrative : une arme illégale pointée constamment sur les Palestiniens

Le ministère palestinien aux affaires des prisonniers et libérés a dénoncé, ce mercredi 28 décembre, la poursuite de la détention administrative, et notamment pour de longues périodes, par les forces de l'occupation.

Pour le ministère, la détention administrative est un crime, du fait que les forces de l'occupation maintiennent en prison des centaines de prisonniers, sans aucun jugement, cette politique étant utilisée depuis les premières années de l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, en 1967.

Le rapport du département de liaison, du ministère, montre que la détention administrative a subi une légère baisse, en 1977, due à des pressions intérieures et extérieures, et elle a été gelée en 1980, en libérant le dernier prisonnier, en 1982, Ali Awad Jamal, de Jénine, qui avait passé six ans et neuf mois, sans aucune accusation ni aucun jugement.

Le rapport montre que depuis le déclenchement de l'Intifada al-Aqsa, en septembre 2000, la question de la détention administrative a été appliquée de nouveau, avec force et sans aucune mesure avec le passé, les détenus administratifs ayant dépassé les plusieurs milliers. Le rapport indique que 950 détenus administratifs se trouvent actuellement prisonniers, soit 10,3% de l'ensemble des prisonniers, et ce sont pour la plupart des intellectuels, professeurs, médecins, avocats, journalistes, étudiants, hommes de religion, et plusieurs d'entre eux sont malades, âgés, mais il y a aussi des mineurs.

Les femmes sont également visées par la détention administrative. La plupart des détenus administratifs se trouvent dans la prison du Naqab, avec 820 prisonniers, et tous souffrent de conditions répressives en violation évidente avec toutes les chartes internationales.

Selon le rapport, la plupart des prisonniers administratifs ont subi de longs interrogatoires, sans qu'aucune charge ne soit retenue contre eux. Il fait remarquer que les autorités israéliennes ont transformé en détention administrative l'emprisonnement de plusieurs prisonniers qui avaient fini de purger leurs condamnations. Parmi les prisonniers ayant subi ce transfert d'un statut à l'autre, il y a Saleh el Arouri, qui a fini sa condamnation de 10 ans, mais qui n'a pas été libéré, et est passé depuis mai 2003 à la détention administrative, et le prisonnier Shukri Khawaja, qui a fini sa peine de 8 ans pour se retrouver en détention administrative.

Il est de plus très fréquent que la détention soit renouvelée, automatiquement, pour un prisonnier, alors qu'il s'attendait à finir sa période de détention, de trois à 6 mois. Ce qui constitue une sorte de pression morale très forte sur les prisonniers. Le rapport indique que la semaine dernière, il y a eu renouvellement de la détention administrative à plus de 140 détenus, principalement dans le Naqab, pour trois à six mois de détention.

Les prisonniers malades détenus dans les prisons israéliennes lancent un cri d'alarme aux institutions internationales des droits de l'homme

Ils réclament leur intervention rapide pour mettre fin à leurs souffrances. Le centre de Risalat al-Huquq, actif dans la bande de Gaza, a délégué deux avocats auprès des prisonniers, qui ont pu établir un rapport accablant sur la situation des prisonniers.

Les deux avocats ont déclaré que les prisonniers sont enfermés dans des conditions qui sont loin d'être adaptées aux êtres humains. Plusieurs prisonniers sont très malades, s'ajoute à cela l'interdiction de recevoir des vêtements chauds alors que les cellules sont extrêmement froides. Le prisonnier Muhammad Abu Rabb, de la prison de S hatta, a déclaré que la direction de la prison a interdit l'entrée des vêtements chauds, et les prisonniers malades sont soignés au compte-gouttes. Il a affirmé que dans la prison de Shatta, seuls un médecin généraliste et un dentiste travaillent, en recevant deux malades tous les quatre jours, affirmant qu'il attend son tour d'être ausculté depuis plus de 20 jours, malgré son état critique.

De son côté, le prisonnier Mustafa Afana, de la prison de Nafha, a affirmé qu'il souffre depuis trois ans de maux aux oreilles, d'un sifflement aigu continu, le médecin l'ayant ausculté ayant déclaré qu'il souffrait d'une inflammation du nerf interne, il n'a toujours pas été admis aux soins la direction de la prison refusant de le faire soigner.

Prisonnières de la liberté

De son côté, le ministère des affaires des prisonniers et libérés a exprimé son inquiétude concernant les dures conditions dans lesquelles sont détenues les prisonnières dans la prison de Hasharon, où elles ont subi des provocations et des mesures répressives de la part de la direction de la prison.

Un communiqué du ministère affirme que les prisonnières ont subi une privation de diverses choses quotidiennes, comme les appareils électriques et les télévisions, tout comme elles ont été privées de pratiquer des exercices physiques, en signe de punitions.

Le communiqué précise que les conditions de détention sont déjà très dures, et ces mesures furent prises sans raisons ; les prisonnières ont alors réclamé de rencontrer la direction qui a fait des promesses d'amélioration de leurs conditions.

Il faut rappeler, ajoute le communiqué, que depuis 1967, des milliers de femmes ont été arrêtées par les forces de l'occupation, et au cours de l'Intifada, plus de 400 ont été arrêtées, parmi elles des mineures. Actuellement, se trouvent détenues 116 femmes, dont 6 mineures.

L'isolement : une pratique barbare

Dans la prison de Haddarim, les forces de l'occupation poursuivent l'isolement de 20 prisonniers dans des cellules souterraines. La famille de l'un des prisonniers, de Toubas, a affirmé : les geôliers de Haddarim, section 01, maintiennent leur fils avec 19 autres prisonniers, dans des cellules souterraines. Cette famille a réussi à entrer en communication avec son fils qui a expliqué leur situation.

La famille du prisonnier Ahmad Lutfi Daraghme a porté plainte au bureau israélien des plaintes, ainsi qu'au comité international de la Croix-Rouge et autres institutions internationales, pour tenter de sortir ces 20 prisonniers de l'isolement.

Condamnations injustes

Le tribunal militaire de Ofer a condamné à la prison plusieurs prisonniers, au moment où la direction des prisons continuait à transférer des prisonniers de Ofer vers la prison du Naqab et de celle-ci vers Ofer (deux prisons militaires).

Le prisonnier Muhammad Aruri, 22 ans, de Aroua, au nord de Ramallah, a été condamné à 17 mois de prison ainsi qu'à 2000 shekels d'amende (pratique de vol légalisé par l'occupant, confirmant le statut d'otages des prisonniers), le prisonnier Muhammad Hamed Shalash, 23 ans, du village Shabqa, à 12 mois de prison et 5000 shekels d'amende, Issa Subhi Halayqa, de Shuyukh, près d'al-Khalil, à 10 mois de prison et 2000 shekels.

D'autre part, les prisonniers Farid Sara, 25 ans, de Nablus, a été libéré après avoir passé 24 mois en prison, ainsi que le prisonnier Hani Asimi, de Beit Laqya, et Mus'ab Fahmi Nassar, après une arrestation de 14 jours.

Les transferts des prisonniers dr. Muhammad Ghazal et dr. Naser Dine Sha'er, professeurs à l'université an-Najah, de Nablus, arrêtés au mois de septembre dernier, de la prison de Ofer vers celle du Naqab, visent à empêcher les prisonniers d'avoir une situation relativement stable et leur permettre d'agir. Ils ont été transférés avec d'autres prisonniers qui sont Bilal al-Masri, Isma'il Shaqqour, Ihab Ajami, Idris Muhammad Hajja, Muhammad Jawda Natshe, Sulayman Baraq'a et Muammar Ayad, ainsi que Ya'qub Shawabika et Amjad Masri.

Prisons israéliennes : des conditions humiliantes

Les prisonniers se sont plaints à l'avocat de Nadi al-asir al-filistini des conditions qui se dégradent à l'intérieur de la prison de Damoun.

Les prisonniers ont expliqué à Raed Mahamid que l'eau contient une part importante de chlore et de sable, que les pièces sont très humides et non aérées. Plusieurs prisonniers sont interdits de visites familiales. Ils se sont plaints des multiples provocations menées par la direction de la prison, qui fouille les pièces à tout moment, même en pleine nuit.

Les prisonniers ne peuvent pas, de plus, utiliser l'eau chaude, pendant plus de deux heures, ce qui signifie que l'ensemble des prisonniers ne peuvent se laver. Plusieurs prisonniers sont malades, et leur état nécessite l'hospitalisation, comme Ra'fat Amine Turkman, de Jénine, Muhammad Mahmoud Samara, de Jénine, et Shadi Mahmoud Muflih, de Nablus.

D'autre part, des prisonniers détenus dans la prison de Hasharon (Telmond) ont fait part à l'avocat Raed Mahamid que plusieurs d'entre eux sont atteints d'une maladie de peau (Scabies) qui sévit depuis plus de trois semaines. Plusieurs prisonniers se sont inscrits pour être auscultés mais les visites sont rares. Les prisonniers se plaignent de la surpopulation à l'intérieur des cellules, 9 prisonniers se trouvent dans une même cellule, ce qui oblige certains à dormir sur le sol.

De plus, le vol organisé que représentent les amendes soutirées par l'administration pénitentiaire israélienne est incessant, chaque prisonnier est obligé de payer 400 shekels et est privé de visites chaque fois que l'administration veut punir un prisonnier.

Touché par balles, ils lui refusent les soins

Depuis le 4 décembre, Amjad Ata Warid, 30 ans, de Nablus, est arrêté et détenu dans la prison du Naqab. Il mène une grève de la faim pour être soigné. Amjad a une main paralysée, après avoir été atteint d'une balle lors de son arrestation ; il a également deux balles logées dans son épaule et trois balles dans la poitrine, ce qui lui cause des douleurs insupportables. Son état nécessite une intervention chirurgicale, mais la direction de la prison, prétextant le coût de son hospitalisation et de cette opération, refuse. Lorsque le prisonnier a proposé de payer lui-même, la direction a encore refusé.

Le prisonnier Amjad est soigné juste avec des analgésiques. Il réclame aux institutions des droits de l'homme de s'occuper de son cas et de le faire admettre dans un hôpital pour se faire soigner.

Dirigeants palestiniens emprisonnés

Abdel Rahim Mallouh, dirigeant du FPLP, avait été agressé il y a quelques semaines dans la prison de Ofer, et transféré à la prison de Haddarim, après avoir été hospitalisé, ayant été blessé. Le député Wasil Taha, du Rassemblement national démocratique, lui a rendu visite à la prison de Haddarim, et a discuté avec lui les derniers développements politiques palestiniens. Le responsable du FPLP a déclaré que les élections législatives palestiniennes sont une nécessité pour la construction d'un système politique pour le peuple palestinien. Il a mis en garde contre le fait de ne pas faire participer les habitants d'al-Quds à de telles élections, ce qui représenterait un grave danger pour le projet national palestinien.

(Jeudi, 29 Décembre 2005)

Source : Marc Lemaire

Avertissement

Palestine - Solidarité a pour vocation la diffusion d'informations relatives aux événements du Proche Orient.

L' auteur du site travaille à la plus grande objectivité et au respect des opinions de chacun, soucieux de corriger les erreurs qui lui seraient signalées.

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que la responsabilité de leur auteur et/ou de leur traducteur. En aucun cas Palestine - Solidarité ne saurait être tenue responsable des propos tenus dans les analyses, témoignages et messages postés par des tierces personnes.

D'autre part, beaucoup d'informations émanant de sources externes, ou faisant lien vers des sites dont elle n'a pas la gestion, Palestine - Solidarité n'assume aucunement la responsabilité quant à l'information contenue dans ces sites.

[Retour](#) - [Ressources](#) - [Analyses](#) - [Communiqués](#) - [Accueil](#)